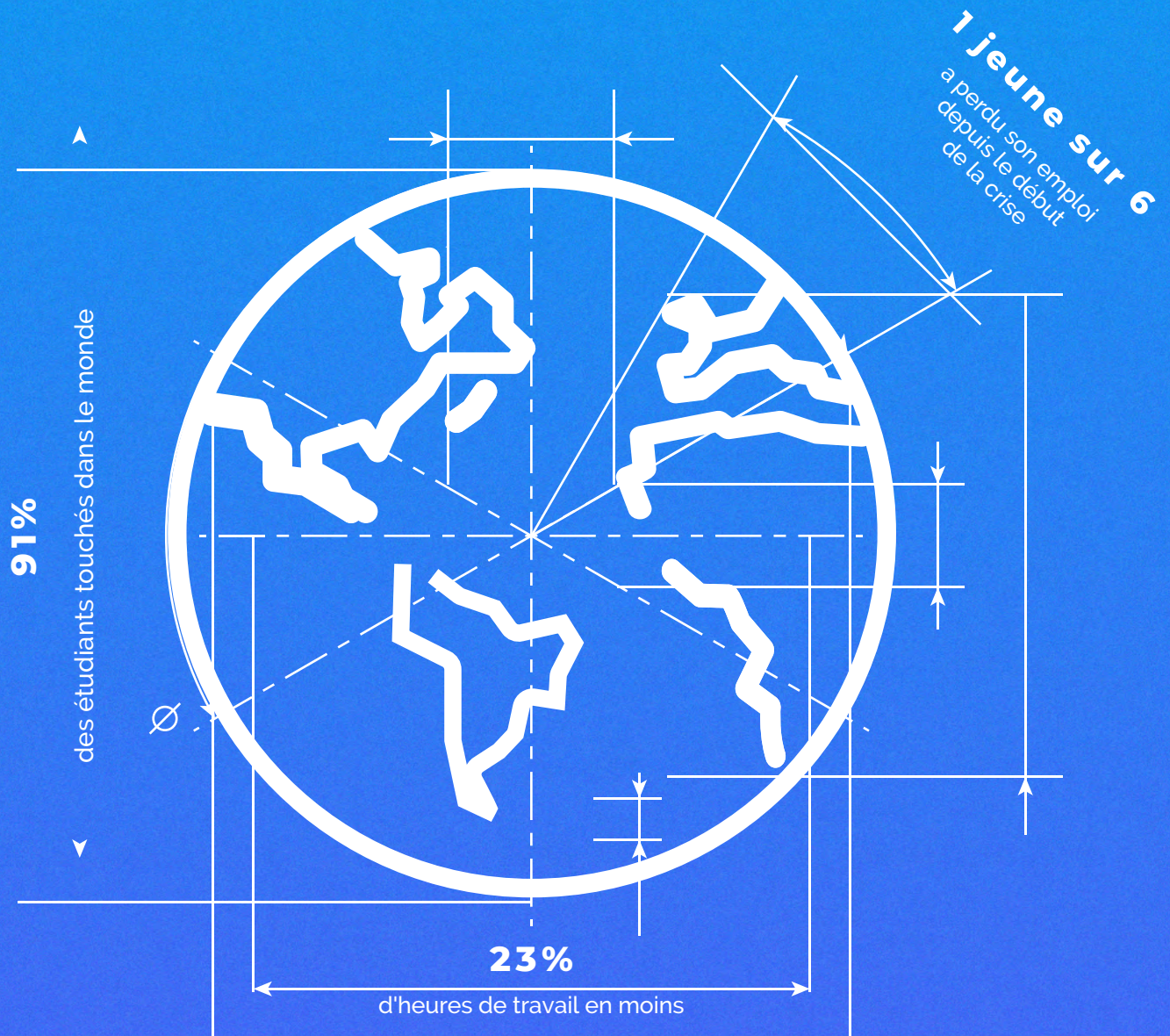


LE PLAN DE REPRISE

VU PAR LA JEUNESSE EUROPÉENNE



DATE | Juin 2020

CRISE | Covid-19

LIEU | La Terre

POPULATION | Les jeunes

L'égalité doit être notre boussole

ON EN A BEAUCOUP DIT SUR LA PANDÉMIE DE COVID-19

01 - INTRODUCTION

Ces derniers mois, on a énormément parlé de la pandémie du COVID-19 : ses origines, son impact, ses conséquences. Bien qu'il y ait encore bien des choses à apprendre, nous devons d'ores et déjà faire le bilan et nous tourner vers l'avenir pour soutenir celles et ceux qui en ont le plus besoin.

L'une des vérités les plus frappantes est que, tandis que nous devons toutes et tous nous calfeutrer et nous habituer à une nouvelle réalité, cette crise, la même que beaucoup d'autres crises, a principalement affecté les personnes déjà vulnérables au sein de nos sociétés. Les inégalités existantes n'en ont été qu'exacerbées. Nous, la jeune génération, ne sommes peut-être pas les plus touchés par la crise sanitaire, mais ses conséquences nous feront du tort pour des décennies à venir si aucune mesure n'est prise.

Tandis que le COVID-19 se propageait, des personnes couraient un risque bien plus grand que d'autres de tomber malades et d'en mourir. Alors que nos systèmes de santé étaient inadaptés et terriblement éprouvés par la brutalité de la pan-

démie, beaucoup n'ont pas eu un accès égal aux soins. Vu qu'aucune région du monde, l'Europe y compris, n'était préparée à cette pandémie, des inégalités se sont révélées entre les réponses des pays, demandant une réponse unie et coordonnée, ancrée dans la solidarité. Tandis que des mesures de confinement étaient mises en place et que nos modes de vie changeaient, beaucoup trop d'entre nous nous retrouvions sans revenu stable, sans endroit sûr où vivre, et sans système d'assistance de base. Alors que les conséquences de la crise deviennent tangibles et que la récession économique a commencé, beaucoup trop encore souffriront si des mesures appropriées ne sont pas prises.

Pour citer la Directrice adjointe des Nations Unies, Amina Mohammed, cette crise a

**“révélé les fragilités
et inégalités de
nos sociétés.”**

L'égalité est le fondement de sociétés démocratiques durables, fonctionnelles et progressives. **Et maintenant que le monde est sur la voie de la reprise après cette crise et que nos institutions discutent de la façon de procéder, l'égalité doit être notre boussole.**

Les jeunes et les organisations de jeunesse rêvent d'une société plus égalitaire et y travaillent. Pendant la période de confinement, nous avons pu observer une réponse extraordinaire du mouvement associatif de la jeunesse qui a agi en solidarité avec les personnes les plus touchées par la crise.

Cependant, les jeunes ont également été très durement touchés. Nous, les jeunes, risquons davantage de perdre nos emplois ou de ne pas pouvoir bénéficier de la protection sociale. En fait, d'après l'Organisation internationale du Travail, 1 jeune sur 6 a perdu son travail à cause des conséquences économiques du COVID-19.

Les organisations de jeunesse sont également profondément touchées par la crise : trop d'entre elles sont devenues extrêmement vulnérables à cause des activités annulées, et certaines risquent même de devoir mettre la clé sous la porte. Cela représente une menace pour nos démocraties

Lorsque règne l'inégalité, il n'est aucun espoir pour une solide société démocratique fondée sur les droits humains et un espace civique dynamique. Lorsque l'on se soucie d'avoir un toit au-dessus de nos têtes, un emploi décent, et de simplement pouvoir joindre les deux bouts, il n'y a souvent pas d'espace pour être actifs au sein de nos communautés, prendre soin les uns des autres et apprendre les uns des autres pour construire un monde meilleur. **Si l'inégalité règne, nos démocraties sont en danger.**

Enfin, forte de tous ses enseignements et de ses conséquences désastreuses, cette crise est aussi l'occasion pour nous d'exiger un nouveau système. C'est un moment opportun pour nos sociétés de changer de vitesse et de passer à un monde plus durable : un monde ancré dans l'égalité sociale, économique et environnementale. N'oublions pas qu'une crise bien plus

importante et plus menaçante se profile à l'horizon et qui ne passera pas : la crise climatique et le réchauffement climatique. **Au moment de redéfinir notre contrat social et notre modèle économique, veillons à ce qu'ils soient guidés par la justice et l'égalité, et qu'ils placent les individus et la planète au cœur d'un nouveau système.**

Depuis le début de la crise, le Forum européen de la Jeunesse a mené des actions pour garantir qu'aucun jeune ne soit laissé pour compte et que les organisations de jeunesse soient épaulées dans leurs actions de solidarité. **Ce plan de la jeunesse européenne pour la relance présente une série de recommandations politiques visant à influencer la réponse institutionnelle à la crise.** Nos solutions reposent sur trois piliers pour la reconstruction de nos sociétés à la suite de la crise :

- L'inclusion sociale & économique - empêcher l'avènement d'une génération du confinement;
- Les droits humains, l'espace civique et la participation - maintenir et renforcer nos démocraties;
- Au-delà de la relance - des alternatives durables pour mieux reconstruire.

Dans les mois et années à venir, le Forum européen de la Jeunesse fera un plaidoyer pour des solutions qui garantissent une relance juste et durable, en assurant que nous ne fassions pas marche arrière mais que nous reconstruisons mieux. Nous veillerons à ce que la voix des jeunes et des organisations de jeunesse soit entendue dans toutes les conversations nécessaires et qu'ils fassent partie du processus décisionnel à tous les niveaux : mondial, européen, national, régional et local.

EMPÊCHER L'AVÈNEMENT D'UNE GÉNÉRATION DU CONFINEMENT

02- INCLUSION SOCIALE ET ECONOMIQUE

FAITS

La crise sanitaire se transforme rapidement en crise économique et sociale, et beaucoup se demandent ce qui engendrera le plus de décès - la pandémie ou la récession économique à venir. Bien que le virus n'ait pas autant impacté la santé des jeunes que celle d'autres groupes, la pandémie a perturbé notre éducation, elle affecte nos perspectives d'emplois et de revenus, et elle met notre bien-être général en danger.

Notre position déjà précaire sur le marché du travail avant la pandémie nous rend encore plus vulnérables aujourd'hui. Depuis 2008, le chômage des jeunes a constamment été plus élevé, plus que le double du taux général de chômage dans l'UE.¹ Les contrats précaires et la pauvreté au travail ont augmenté parmi les jeunes, beaucoup d'entre nous acceptant des emplois à court terme ou temporaires qui manquent souvent de qualité et de rémunération convenable. Nous sommes habituellement les premiers à sortir lorsque des pertes d'emploi surviennent, le chômage des jeunes augmentant presque deux fois aussi vite que le taux de chômage global pendant les récessions.²

Suite à cette nouvelle crise, nous verrons à nouveau des jeunes perdre leurs emplois. Nous sommes sur-représentés dans les secteurs de l'économie les plus durement touchés : 1 jeune sur 3³ travaille dans le commerce de gros, la vente au détail, les secteurs du logement et de l'alimentation dans l'UE, des secteurs où l'on s'attend à de nombreuses pertes d'emploi.⁴ Etant donné

que les jeunes acquièrent souvent leur première expérience professionnelle dans ces industries, nous perdons à présent des occasions essentielles de développer nos compétences et gagner nos vies.

Dans ce scénario où des emplois sont perdus, la discrimination fondée sur l'âge dans les systèmes de sécurité sociale ajoute un niveau supplémentaire de vulnérabilité pour les jeunes. Vu que tous les jeunes n'ont pas une expérience professionnelle élargie, nous ne pouvons bien souvent pas accéder aux allocations chômage qui sont principalement contributives.⁵ En perdant un emploi, il peut également s'avérer difficile d'accéder aux régimes de salaire minimum vu que l'existence de minimums d'âge dans de nombreux pays pénalise davantage les jeunes.

La pandémie a mis notre éducation et notre formation à rude épreuve : les lycées et les universités étaient fermés; les apprentissages et les stages ont soit été interrompus, reportés ou déplacés en ligne. Bien que l'apprentissage à distance offre un grand potentiel pour celles et ceux qui peuvent en profiter, ce sont les personnes déjà marginalisées qui restent sur le côté. Les jeunes migrants et réfugiés,⁶ et les jeunes Roms n'ont bien souvent pas accès à Internet dans leurs communautés, ni à des ordinateurs chez eux.⁷ De plus, les besoins spécifiques des enfants et des jeunes personnes handicapées ne sont souvent pas pris en compte.

Alors que le fait d'obtenir son diplôme pendant une récession a des conséquences importantes pour la vie et les perspectives de carrière des jeunes,⁸ non seulement nous empêche-t-on

1. Eurostat (2020) [April 2020 Unemployment news release](#)

2. Bell, D.N. and Blanchflower, D.G., (2011) [Young people and the Great Recession](#). Oxford Review of Economic Policy, 27(2), pp.241-267.

3. D'après les données Eurostat, plus de 30% des jeunes travailleurs de 15-24 ans travaillaient dans ces industries.

4. Decent Jobs for Youth (2020) [Young Workers will be Hit Hard by Covid-19's Economic Fallout](#)

5. Forum européen de la Jeunesse (2016) [Exclure la jeunesse, c'est mettre notre avenir en péril](#)

6. Nations Unies (2020), [Note de Synthèse : l'impact de la COVID-19 sur les enfants](#)

7. Voir <http://ergonetnetwork.org/2020/03/covid-19-extreme-hardship-and-solidarity-in-these-times-of-crisis/>

8. Kahn, L.B. (2010), 'The long-term labor market consequences of graduating from college in a bad economy', Labour Economics, 17(2), April, pp. 303-316.

CHIFFRES

Eurofound :

- 13% des jeunes travaillent sans contrat, ils courent donc un danger plus grand d'être touchés par la crise.

Eurostat :

- En 2016, 43,8% des jeunes de 15-24 ans avaient des formes temporaires de travail, contrairement à 13,1% des personnes de 25-49 ans, et 6,9% des personnes de 50-64 ans.

OIT :

- Plus d'un jeune sur six dans le monde a cessé de travailler depuis le début de la crise.
- Parmi les jeunes qui ont conservé leur emploi, les heures de travail ont été réduites de 23%.
- Près de la moitié des jeunes étudiants indiquent un retard probable dans la fin de leurs études actuelles, alors que 10% s'attendent à ne pas pouvoir les terminer du tout.
- Plus de la moitié des jeunes sondés sont devenus vulnérables à l'anxiété ou à la dépression depuis le début de la pandémie. De manière considérable, les jeunes qui ont arrêté de travailler sont les plus vulnérables à l'anxiété ou à la dépression;
- 60% des jeunes femmes et 53% des jeunes hommes sondés envisagent leurs perspectives de carrière avec incertitude ou crainte.

Eurostat :

- En avril 2020, alors que le taux de chômage de la population générale augmentait de 0,2%; passant de 6,4% à 6,6%, celui des jeunes augmentait de 0,8%; de 14,6% à 15,4%.

OCDE :

- D'après une enquête de l'OCDE sur les jeunes et le COVID-19, quelques 40% des jeunes sont grandement préoccupés par la situation de leur emploi et de leurs revenus disponibles.
- D'après une enquête de l'OCDE sur les jeunes et le COVID, plus de la moitié des jeunes sont grandement inquiets pour leur santé mentale.

UNICEF :

- La fermeture temporaire des écoles en raison du COVID-19 a affecté plus de 91% d'élèves à travers le monde - près de 1,6 milliard d'enfants et de jeunes.

Eurocities :

- D'après une étude réalisée sur 23 villes européennes comptant d'importantes populations de Roms, l'énergie et l'électricité ne sont pas toujours disponibles dans les maisons des familles roms dans quasi la moitié des villes (47%).
- Quelques données du niveau national sur l'accès à l'apprentissage à distance :

Italie : Des données de 2018-19 indiquent que près de 12,3% des enfants et des jeunes (de 6 à 17 ans) n'ont pas d'ordinateur à la maison. Seuls 6,1% de ces jeunes vivent dans des ménages où il y a un ordinateur par membre de la famille. Dans le sud de l'Italie, 41,6% des familles ne possèdent pas d'ordinateur à la maison et seulement 14,1% ont un ordinateur par membre de la famille.

France : 5% des apprenants n'ont pas accès à internet ou à des ordinateurs.

ESN :

- 24% des étudiants italiens en échange sondés ont fait l'objet de discrimination fondée sur leur nationalité depuis le début de la pandémie du COVID-19.

Eurofound :

- D'après l'enquête Eurofound sur la vie et le travail en période de COVID-19, 20% des jeunes répondants se sont sentis seuls tout le temps ou la majeure partie du temps pendant le confinement, comparé à 15% des répondants plus âgés.

d'accéder à notre droit à l'éducation maintenant, mais nos chances de réussir notre transition des études au travail sont également compromises.

Sans emploi stable, sans éducation de qualité et sans filets de sécurité, nous risquons aussi davantage l'exclusion sociale.

Par exemple, le COVID-19 a rendu le sans-abrisme des jeunes plus perceptible. Pendant le confinement, les services sociaux ont observé une augmentation du nombre de jeunes demandant de l'aide : pas uniquement de nouvelles personnes entrant dans le sans-abrisme, mais aussi des jeunes qui avaient fait du couchsurfing ou connu le sans-abrisme mais n'avaient jamais recouru aux services sociaux auparavant.⁹ Dans les mois à venir, la perte de revenus pourrait donner lieu à une insécurité du logement et à une pauvreté accrues, car beaucoup d'entre nous pourrions être incapables de payer un loyer et de nous permettre d'autres nécessités de base.

En restreignant notre quotidien comme jamais auparavant, le confinement a également eu un impact disproportionné sur notre santé mentale. Des données indiquent que les jeunes se sont sentis plus tristes et plus seuls que les adultes pendant le confinement.¹⁰

Alors que nous sommes face à une plus grande incertitude à propos de notre avenir, les niveaux de stress et de dépression pourraient bien continuer de grimper dans les mois et les années à venir.

Si ces signes inquiétants ne sont pas traités, nous risquons réellement de devenir la "génération du confinement" dont beaucoup parlent déjà,¹¹ en portant les cicatrices pour des décennies à venir, sous forme de revenus réduits, de risques accrus de chômage, de santé fragile, et de plus faibles niveaux de satisfaction de vivre.¹²

9. Stakelum, R. and Matthiessen M. (2020), [Youth Homelessness in Generation Covid19: How does Covid19 impact on vulnerable and already marginalised young people experiencing homelessness?](https://www.eurofound.europa.eu/publications/blog/is-history-repeating-itself-the-impact-of-the-covid-19-crisis-on-youth)

10. Voir <https://www.eurofound.europa.eu/publications/blog/is-history-repeating-itself-the-impact-of-the-covid-19-crisis-on-youth>

11. Organisation internationale du Travail (2020), [Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail 4ème édition](https://www.oit.org/fr/observatoire/le-covid-19-et-le-monde-du-travail)

12. Gregg, P. and Tominey, E., (2005) [The wage scar from male youth unemployment. Labour Economics](https://www.jstor.org/stable/4144444), 12(4), pp.487-509.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

La crise de 2008 et les mesures d'austérité qui ont suivi ont placé les jeunes dans la position précaire où nous sommes toujours aujourd'hui. Cette fois, nous demandons que les institutions à tous les niveaux réagissent à la récession économique et sociale par des investissements sociaux et des politiques à grande échelle, non seulement pour prévenir les dégâts à long terme, mais aussi pour garantir que nous soyons mieux préparés à la prochaine crise quelle qu'elle soit. Pour y parvenir, nous demandons les mesures politiques suivantes :¹³

Pour la réponse d'urgence :

- Prioriser la solidarité et prévenir l'exclusion en temps de crise : mettre en oeuvre des mesures à court terme (ex. soutien au revenu, suspension des expulsions, ajournements des crédits et paiements des services publics) pour soutenir les plus vulnérables. Tenir compte de la contribution des groupes touchés, y compris les jeunes, comme une contribution essentielle pour trouver des solutions durables et respectueuses des droits.

Pour la relance à moyen terme :

- **Tenir compte des enseignements de 2008** : veiller à ce que les réponses politiques n'assouplissent pas la législation du travail pour stimuler l'emploi élevé, mais se concentrent plutôt sur la création d'emplois de qualité et sur les droits sociaux.
- **Investir davantage en faveur des jeunes** : augmenter les dépenses sociales, tant via le Cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, Next Generation EU, que via les budgets nationaux, en augmentant les programmes sociaux ciblés sur les jeunes; en créant des premiers emplois de qualité; en investissant dans les services publics; et en finançant des programmes de protection sociale.
- **Que l'égalité et la non-discrimination guident la reprise** : pour éviter de répéter les erreurs qui ont pénalisé la jeunesse dans le passé (notamment l'émergence d'emplois de faible qualité; les salaires minimum pour les jeunes).
- **Faciliter les transitions des jeunes** : interdire les pratiques discriminatoires telles que les stages non rémunérés; et adopter un cadre européen de qualité pour la Garantie pour la jeunesse afin d'assurer la cohérence des normes à travers les offres, et traiter les lacunes des politiques existantes de l'UE pour promouvoir l'accès des jeunes à l'emploi de qualité.

13. Ces recommandations sont basées sur les documents politiques du Forum Jeunesse sur [les droits des jeunes](#) (2012); le [Cadre financier pluriannuel post-2020](#) (2018); [Le Développement durable](#) (2018); [Le Futur du travail](#) (2019); la [prise de position actualisée sur la Mise en oeuvre de la Garantie pour la Jeunesse](#) (2018) [Résolution sur l'autonomie des jeunes et leur inclusion](#) (2016).

Pour un changement à long terme :

- **S'attaquer au travail précaire** : introduire des cadres politiques et une législation pour l'emploi qui soient détaillés, inclusifs et prospectifs afin de mieux réglementer les nouvelles formes de travail à mesure qu'elles se présentent.
- **Garantir la protection sociale pour tout le monde** : veiller à ce que tous les jeunes, indépendamment de leur situation d'emploi, aient un accès égal à la protection sociale et l'aide au revenu; et supprimer l'éligibilité fondée sur l'âge qui exclut de nombreux jeunes de l'accès aux prestations.
- **Assurer que les politiques sociales ciblent tous les droits sociaux** : se diriger vers une approche plus holistique de l'inclusion sociale au-delà de l'emploi. Les politiques sociales doivent inclure une attention équilibrée sur tous les droits sociaux, du logement à l'éducation et la santé, pour s'attaquer à toutes les causes à l'origine de la pauvreté et de l'exclusion. Un point de départ pourrait être la mise en place de tous les principes du Socle européen des droits sociaux.

DROITS HUMAINS, ESPACE CIVIQUE & PARTICIPATION

03 - MAINTENIR ET RENFORCER NOS DÉMOCRATIES

FAITS

Le COVID-19 a profondément ébranlé le fonctionnement de nos démocraties. Les gouvernements à travers l'Europe ont déclaré l'état d'urgence et mis en place des confinements à l'échelle nationale. Ces derniers mois, nous avons dû nous isoler, éviter de voir les membres de notre famille et nos ami·e·s, réinventer notre vie professionnelle. Cependant, l'impact des mesures d'urgence va bien plus loin que notre bulle individuelle : pendant ce confinement, nos droits de manifester, nous organiser, voyager librement habituellement considérés comme acquis ont été restreints comme jamais auparavant. En d'autres termes, le COVID-19 a exercé une pression énorme sur nos démocraties, et sur l'exercice de nos droits et de nos libertés fondamentales.

Dès le départ, il est également clairement apparu que tout le monde n'était pas sur un pied d'égalité face à la pandémie. D'après la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, les groupes de personnes dont les droits n'étaient pas pleinement respectés avant la pandémie ont connu une plus grande détérioration de la jouissance de leurs droits en raison des mesures mises en place pour combattre la crise : *"il nous faut plus d'égalité. Effectivement, nous n'avons pas tous été égaux face à la pandémie. Celles et ceux qui étaient pauvres avant la crise sont devenu·e·s plus pauvres; et les personnes défavorisées l'ont été encore davantage."*¹⁴

En tant que jeunes, nous sommes confrontés à des difficultés et discriminations spécifiques en raison de notre âge. Or l'âge ne nous définit pas : d'autres caractéristiques personnelles - notre ethnicité, notre religion, notre genre, notre orientation sexuelle, notre handicap - associées au fait

14. Voir Dunja Mijatović - Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe <https://www.coe.int/en/web/commissioner/-/effectively-responding-to-a-sanitary-crisis-in-full-respect-for-human-rights-and-the-principles-of-democracy-and-the-rule-of-law>

que nous sommes jeunes, nous rendent souvent plus vulnérables à la discrimination multiple, et augmentent les barrières que nous devons surmonter pour accéder à nos droits. Ainsi, les jeunes risquent d'être touchés de manière disproportionnée par la crise et de voir leur accès aux droits sérieusement impacté. Ce que nous apprenons de cette pandémie est que nous ne pouvons plus attendre que les droits humains occupent une place centrale, ni que les jeunes soient reconnus comme des détenteurs de droits.

Une société construite sur des droits humains repose aussi sur un espace civique sain, un peu comme une charpente démocratique. En tant qu'organisations de la société civile, les organisations de jeunesse jouent un rôle primordial, tant en étant de fervents défenseurs des droits des jeunes qu'en fournissant des espaces sécurisés où les plus vulnérables et marginalisés d'entre nous peuvent grandir et prospérer.¹⁵

Pendant cette pandémie, alors que les mesures de sécurité étaient essentielles pour protéger la population, nous avons observé plusieurs mesures alarmantes affectant notre espace civique. En effet, certains gouvernements ont profité de la crise de santé publique pour mettre en place des mesures d'urgence visant à "mettre la démocratie en quarantaine"¹⁶ et d'autres ont fait taire les voix dissidentes,¹⁷ et sévi contre le travail des organisations de la société civile et de jeunes activistes par des représailles et la répression.¹⁸ Bien que des signes inquiétants d'un rétrécissement de l'espace civique étaient déjà tangibles avant le COVID-19, la pandémie a renforcé des tendances qui mettent la société civile en danger.

15. Forum européen de la Jeunesse - "Safeguarding the civic space for young people in Europe"

16. Voir <https://www.youthforum.org/fr/la-hongrie-place-la-democratie-en-quarantaine>

17. Voir <https://ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25932&LangID=E>

18. Voir https://twitter.com/Youth_Forum/status/1263457068352184331?s=20 et http://en.rada.fm/2020/05/15/statement/?fbclid=IwAR3_qFlpbQS9pa-FoyhA8nligHdQJlrQeausyQOM8oRVUAPg nbFzEFNpTY

CHIFFRES

Nations Unies

- Dans leur note politique d'avril 2020, les Nations unies ont identifié trois principaux droits fondamentaux qui se sont trouvés en première ligne à cause de la pandémie : le droit à la vie et le droit de protéger la vie; le droit à la santé et à l'accès aux soins de santé; et la liberté de mouvement.

CIVICUS

- Dans son Civic Space Monitor, CIVICUS a documenté plusieurs tendances alarmantes pour l'espace civique :

Restrictions injustifiées de l'accès à l'information et censure;

Détentions d'activistes pour avoir disséminé des informations essentielles;

Répression des défenseurs des droits humains et organes de presse;

Violations du droit à la vie privée et pouvoirs d'urgence excessifs.

Forum européen de la Jeunesse (étude "Sauvegarder l'espace civique pour les jeunes en Europe")

- 2 organisations de jeunesse sur 5 craignent des représailles du gouvernement lorsqu'elles s'expriment;
- 1 organisation de jeunesse sur 5 pense que les jeunes ont un accès limité à l'espace civique, et plus de la moitié perçoivent les jeunes comme sous-représentés dans l'espace civique.

Erasmus Students Network

- 37,5% des étudiants interviewés ont connu au moins un problème majeur par rapport à leur échange (par ex. Perte du transport pour retourner chez eux, problèmes de logement, d'accès aux denrées de base).

Eurobaromètre sur les fausses nouvelles et la désinformation

- 60% des 15-24 ans sont plus enclin à se fier à des sources en ligne, et 77% sont persuadés de pouvoir déceler les fausses nouvelles.

Au sein de la société civile, le travail des organisations de jeunesse a également été sévèrement touché. En tant que jeunes, nous nous sommes adaptés aux difficultés actuelles, en réorganisant notre engagement et en soutenant nos communautés pendant la crise. Cependant, plusieurs organisations commencent à lutter pour exister. De nombreux projets d'organisations de jeunesse sont mis en suspens, certaines organisations sont obligées de considérer de fermer par manque de financement. Il est inquiétant que des organisations de jeunesse doivent surmonter des obstacles supplémentaires pour pouvoir accomplir leur travail, fournir des opportunités de travail jeunesse de qualité et encourager une participation importante des jeunes à cause du COVID-19. Des stratégies de sortie devront prioriser la réouverture de services essentiels de la jeunesse pour éviter un nouvel impact négatif sur l'espace civique qui risque déjà une récession économique.

Cependant, même si les actions des organisations de jeunesse ont été affectées par les mesures physiques, limitant l'organisation et la direction de campagnes, et la fourniture de services, le mouvement associatif de la jeunesse a fait montre d'une extraordinaire capacité d'adaptation : nous avons fait preuve de solidarité, nous nous sommes aidés mutuellement, nous avons créé de nouveaux modes d'engagement.¹⁹

Même si les jeunes et les organisations de jeunesse étaient parmi les premiers intervenants face à la crise dans leurs communautés locales, mobilisant des volontaires et fournissant tout autre soutien nécessaire, la participation des jeunes a été affectée par la crise. Les activités encourageant la participation des jeunes ont été suspendues au niveau local, et cela a contribué à exacerber l'exclusion sociale chez les jeunes, en particulier les plus fragiles.

Or, pour que l'Europe se reprenne, la participation des jeunes sera la clé. En tant que jeunes,

19. Voir Annexe - #SeparatedButUnited : Que font les organisations de jeunesse pendant la pandémie du COVID-19 ?

nous sommes plus susceptibles de participer à des manifestations, des mouvements sociaux et d'autres formes d'activisme que d'autres groupes d'âge.²⁰

Nous sommes à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique,

nous avons contribué à inclure la question dans l'agenda politique, nous avons attiré l'attention des politiciens sur les dégâts que nous occasionnons à notre planète. Avec cette crise, nous voulons nous engager et jouer notre rôle dans la reconstruction d'une société meilleure. Vu que la politique traditionnelle nous laisse souvent sur le côté,²¹ les organisations et mouvements de jeunesse fournissent souvent le seul espace où en tant que jeunes nous sentons que nous pouvons lancer une discussion et préconiser un changement systémique. C'est pourquoi un environnement sain pour la société civile et les organisations de jeunesse est crucial pour assurer notre participation à la reprise.

Une autre conséquence directe de la pandémie a été l'arrêt soudain de tout type de mobilité. La génération actuelle de jeunes n'a connu qu'une Europe où la liberté de mouvement était l'une des valeurs fondatrices incontestable. Au fil des ans, de nombreux jeunes ont profité des opportunités de mobilité, pour apprendre, échanger des idées et découvrir d'autres cultures. Le COVID-19 a de nombreuses façons été un choc pour le système : les pays ont fermé leurs frontières, les possibilités de mobilité ont été suspendues. Alors que

20. Voir "Young People and Democratic Life in Europe" (Forum européen de la Jeunesse - 2015)

21. Commission européenne Situation des Jeunes en Europe, 2018, p 93: <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/b6985c0c-743f-11e8-9483-01aa75ed71a1>

beaucoup ont dû postposer leur programmes transfrontaliers de mobilité, celles et ceux qui étudiaient à l'étranger ont été confrontés au choix de rentrer dans leur pays et d'interrompre leur expérience d'apprentissage, ou de rester indéfiniment dans leur pays d'accueil, sans aucune certitude de la date d'un éventuel retour à la maison, et face à des dépenses et difficultés inattendues.

La mise à l'arrêt de toutes les activités transfrontalières de mobilité d'apprentissage a engendré un manque de possibilités pour les jeunes, mais elle a également eu des répercussions énormes sur le secteur de la jeunesse (organisations, professionnels, formateurs etc.), qui a été confronté à des pertes de revenus, des pertes d'emploi, et parfois la fermeture de structures.

Enfin, la crise a généré une augmentation de la propagation de fausses nouvelles et de la désinformation, qui a entravé les efforts visant à contenir la pandémie.²² La désinformation a semé la suspicion par rapport aux lignes directrices et aux sources officielles fournies par les autorités, sapant la confiance déjà fragile des citoyens envers les institutions démocratiques.²³ Les jeunes se fient de plus en plus aux sources en ligne pour s'informer. Vu que la sphère en ligne est davantage exposée à la désinformation,²⁴ le risque que les jeunes soient victimes de fausses nouvelles pourrait être plus élevé. Alors que des institutions européennes²⁵ redoublaient d'efforts pour traquer les fausses nouvelles et s'attaquer à la désinformation, cette crise a également démontré la fragilité de l'équilibre entre la liberté d'expression et notre droit à des informations véridiques, surtout dans certains contextes nationaux.

22. Parlement européen, Journée internationale du Fact-checking : Lutter contre le virus de la désinformation sur le Covid-19, avril 2020

<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20200401IPR76306/journee-du-fact-checking-lutter-contre-la-desinformation-sur-le-covid-19>

23. Edelman, *Trust Barometer 2020*

24. Commission européenne, Lutte contre la désinformation concernant le COVID-19 - Démêler le vrai du faux https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication-tackling-covid-19-disinformation-getting-facts-right_fr.pdf (2020)

25. Ibid.

Ce que nous apprenons de la pandémie, et de la manière dont elle a affecté la réalité telle que nous la connaissons, est qu'un espace civique florissant et le respect des droits humains et des libertés fondamentales sont la colonne vertébrale de toute démocratie opérationnelle. Tandis que l'Europe commence à planifier la vie après le COVID-19, nous demandons que ces éléments soient les fondements de la reprise.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Tandis que le monde faisait une pause pour des raisons de santé, de nombreux obstacles ont entravé la route des gouvernements pour garantir le respect de nos droits humains et pour que nous puissions pleinement participer au débat démocratique. A présent que nous levons ces barrières temporaires, une approche fondée sur les droits doit nous guider. Nous devons protéger et autonomiser le secteur de la jeunesse qui est vital pour nos démocraties. Nous devons construire un environnement -physique et numérique- propice pour l'éducation à la citoyenneté et à la participation des jeunes. Pour ce faire, nous demandons la prise des mesures politiques suivantes :²⁶

Pour la réponse d'urgence :

- **Impliquer les jeunes et les organisations de jeunesse** dans la conception de la réponse d'urgence car ils peuvent offrir un large éventail d'expertise et avoir accès aux plus vulnérables.
- **Prioriser les investissements dans le secteur de la jeunesse** afin de garantir que les services à la jeunesse et les activités du travail jeunesse soient garantis pendant et à la suite de la crise. Les jeunes et les organisations de jeunesse doivent être les co-concepteurs de ce processus.
- **Éliminer tous les obstacles inutiles à la pleine jouissance des droits** pendant la crise et garantir que toute entrave introduite à la jouissance des droits soit éliminée dès que la situation sanitaire le permet.

Pour la relance à moyen terme :

- **Veiller à ce que la reprise soit basée sur les droits** : mettre en oeuvre une approche de la reprise fondée sur les droits, se concentrant sur la garantie du plein accès aux droits dans le long terme, plutôt que de traiter les besoins à court terme. Renforcer la place qu'occupent les droits humains dans nos sociétés, en commençant par s'attarder davantage sur la jouissance égale des droits sociaux, économiques et culturels, ainsi que civils et politiques.
- **Etablir des partenariats avec des organisations de jeunesse et les soutenir** pour apporter de l'aide aux jeunes les plus défavorisés et identifier leurs besoins.
- **Soutenir les activités qui renforcent les capacités des jeunes** sur la pensée critique et l'initiation aux médias afin de renforcer la résilience des jeunes par rapport aux fausses nouvelles et à la désinformation.
- **Une aide financière continue et durable** doit être fournie aux organisations et initiatives de jeunesse actives dans des actions de solidarité pendant la crise.

26. Ces recommandations sont basées sur les documents politiques du Forum européen de la Jeunesse sur [les droits des jeunes](#) (2012); le [Cadre financier pluriannuel post-2020](#) (2018); la [Résolution sur l'autonomie des jeunes et leur inclusion](#) (2016). [Document politique sur le programme qui succédera à Erasmus+](#) (2017); [Position actualisée sur le Corps européen de solidarité](#) (2018); [Document politique sur l'éducation à la citoyenneté](#) (2013); [Document politique sur le travail socio-éducatif](#) (2014)

Pour un changement à long terme :

- **Reconnaître les jeunes comme des détenteurs de droits** : intégrer les droits des jeunes et l'intersectionnalité dans des politiques sociales et sur l'emploi appropriées à tous les niveaux, pour traiter les barrières spécifiques auxquelles les jeunes sont confrontés dans l'accès à leurs droits, et tenir compte de l'hétérogénéité des jeunes en mettant le changement politique en place.
- **Augmenter le soutien à une éducation à la citoyenneté de qualité**²⁷ pour garantir que les jeunes possèdent les compétences nécessaires pour affronter les difficultés suite à la crise et participer au débat démocratique sur la reprise.
- **Renforcer et repenser les mécanismes de participation des jeunes** à différents niveaux. La cogestion pourrait être utilisée comme modèle pour mettre en place des mécanismes participatifs visant le développement de politiques au-delà du secteur de la jeunesse, sur tous les domaines politiques qui affectent la vie des jeunes.
- **Entamer une vaste réflexion sur l'impact de la numérisation** dans les processus décisionnels en identifiant les opportunités et les menaces et en s'orientant vers une plus grande reconnaissance de formes innovantes de participation, tant en ligne qu'hors ligne.

27. Voir Forum européen de la Jeunesse, [Document politique sur l'éducation à la citoyenneté](#) (2013)

AU-DELÀ DE LA REPRISE

04- ALTERNATIVES DURABLES POUR MIEUX RECONSTRUIRE

FAITS

Le COVID-19 ne démontre que trop bien que des sociétés inégales et non-durables vont de pair avec l'augmentation des problèmes de santé, des économies fragiles et des démocraties délicates. Tandis que le monde commence à se relever de la crise, les impacts sociaux, économiques et environnementaux de la crise plus importante à laquelle nous sommes confrontés se précisent. Le COVID-19 a déclenché une réflexion plus approfondie sur la manière dont notre société est structurée et fonctionne, et sur les valeurs qu'elle promeut.

En amplifiant les inégalités, la crise sanitaire a révélé les dégâts causés par des années d'austérité,

une privatisation excessive, et un sous-financement des services publics; elle a fait la lumière sur les lacunes de notre souvent célébré modèle social européen; et elle a illustré à quel point notre société est inégale lorsqu'il s'agit de l'accès aux besoins fondamentaux tels que les soins de santé, l'éducation, le logement, ou la nourriture.

Du point de vue de l'environnement, la crise a montré la mesure dans laquelle notre style de vie actuel le pollue. Tandis que le changement climatique en tant que tel n'a pas cessé et que les bénéfices ne sont que temporaires, depuis que les mesures de confinement ont été mises en place, les émissions de CO₂ et la pollution atmosphérique ont constamment baissé,²⁸ et nous

28. Voir <https://energyandcleanair.org/wp/wp-content/uploads/2020/04/CREA-Europe-COVID-impacts.pdf>

avons observé une plus grande biodiversité, et une planète généralement en meilleure santé. A son tour, cela a conduit à une diminution des conditions sanitaires liées à l'exposition à la pollution atmosphérique. En même temps, vu que les individus ayant des conditions pré-existantes semblent plus vulnérables au COVID-19,²⁹ la pollution atmosphérique chronique a indirectement exercé une pression supplémentaire sur les systèmes de soins de santé. De plus, les bénéfices environnementaux temporaires se sont fait à un certain prix, étant donné que le confinement a occasionné la perte de millions d'emplois. Ces compromis révèlent une fois encore la non-durabilité de nos systèmes actuels.

Plus que tout autre chose, cette crise a permis d'entrevoir ce à quoi un futur en faibles émissions de carbone ressemblerait, avec une société qui respecte notre environnement naturel plutôt que de l'exploiter. Une importante stimulation financière et des plans de sauvetage devront être introduits pour gérer la récession à venir, les gouvernements doivent éviter de répéter les erreurs du passé et prioriser le bien-être humain à long terme et investir dans la stabilité écologique.

D'un point de vue économique, les projections initiales indiquent que la récession que nous allons subir prochainement sera comparable, de par son ampleur, à la crise économique et financière de 2008, si pas plus importante.³⁰ La pandémie de COVID-19 expose les échecs de nos systèmes économiques actuels. Déjà avant son déclenchement, le monde avait subi des crises multiples - la crise climatique, les inégalités croissantes, et la méfiance croissante du public vis-à-vis des dirigeants politiques et des processus démocratiques.

En tant que jeunes, nous sommes, et les plus

29. Voir <https://www.theguardian.com/world/2020/may/04/is-air-pollution-making-the-coronavirus-pandemic-even-more-deadly>

30. Voir <https://blogs.imf.org/2020/04/14/the-great-lockdown-worst-economic-downturn-since-the-great-depression/> et <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-trade/coronavirus-downturn-will-be-worse-than-2008-wto-says-idUSKBN21C3B0>

CHIFFRES

Eurofound :

- Près de 40% de personnes en Europe indiquent que leur situation financière est pire qu'avant la pandémie - doublant les chiffres rapportés lors d'enquêtes avant la crise. Près de la moitié indiquent que leurs ménages n'arrivent plus à joindre les deux bouts.

Forbes :

- Alors que beaucoup de personnes luttent, 25 des personnes les plus riches sur la liste des milliardaires du monde selon Forbes ont gagné 255 milliards \$ pendant les 2 mois de confinement.

Organisation mondiale de la santé :

- 4,2 millions de morts chaque année suite à une exposition à la pollution de l'air ambiant (extérieur); et 91% de la population mondiale vivent dans des lieux où la qualité de l'air dépasse les limites indicatives de l'OMS.

Centre de Recherche sur l'Énergie et l'Air pur :

- Les mesures de confinement ont conduit à une réduction de près de 40% du niveau moyen de pollution par le dioxyde d'azote (NO₂) et une réduction de 10% du niveau moyen de pollution par les particules fines en avril, évitant 11 000 morts des suites de pollution atmosphérique.

OIT :

- L'équivalent de 305 millions d'emplois à plein temps ont été perdus à travers le monde en avril, mai et juin 2020.

OIT :

- Suite à la crise de 2008, près de 16% du total des stimulations financières sont allées à des mesures et investissements verts - vraiment pas suffisant pour mettre une transformation verte en place.

Commission européenne - Prévisions économiques pour le printemps :

- L'UE sera confrontée à un ralentissement record de sa croissance économique, à raison d'une réduction de 7,4% du PIB pour 2020.

marginalisés d'entre nous en particulier, souvent en première ligne des impacts des modèles non-durables. Notre plus grande vulnérabilité aujourd'hui - des lacunes dans les politiques sur l'emploi et sociale aux menaces du changement climatique- implique que nous serons davantage affectés à l'avenir. Les réponses à la pandémie risquent de considérablement exacerber ces crises si nous ne nous attaquons pas aux causes à la racine : un système économique non-durable qui place la croissance et le profit avant les individus

et la planète. Il est essentiel que nos réponses ne cherchent pas uniquement à retrouver le status quo et à "relancer" la croissance du PIB, en réduisant les réglementations du marché dans un souci de "flexibilité" et en imposant des mesures d'austérité pour résorber les déficits publics. Au lieu de reconstruire un système déficient, nous devons considérer les politiques requises pour reconstruire mieux de sorte à ce que notre économie produise un bien-être social et écologique.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Le développement durable concerne tout le monde, mais les jeunes peuvent jouer un rôle unique en veillant à reconstruire une meilleure Europe où la durabilité économique, le bien-être humain et écologique, et l'égalité des chances occupent une place prépondérante. Nous ne demandons pas uniquement de prendre part aux décisions qui façonneront notre avenir, mais nous voulons influencer ces décisions et diriger le changement social pour les générations futures autant que pour nos générations. Pour y parvenir, nous demandons les mesures politiques suivantes :³¹

Pour la réponse d'urgence :

- **S'occuper prioritairement des plus vulnérables et plus touchés** : s'occuper de la pandémie et de ses conséquences sociales et économiques immédiates pour protéger les plus vulnérables qui paient le plus lourd tribut.
- **Pas de renflouement pour les pollueurs** : concentrer les renflouements aux entreprises socialement et environnementalement durables et imposer des conditions environnementales aux renflouements des industries très émettrices de carbone ou les racheter et les transformer en "entreprises vertes".

Pour la reprise à moyen terme :

- **Respecter l'engagement envers le développement durable** : alors que des milliards d'euros aux niveaux de l'UE et national sont investis dans la reprise, ces ressources ne doivent pas être utilisées pour financer une activité économique non alignée sur les Objectifs pour le Développement durable (ODD), l'Accord de Paris, et le principe "ne pas nuire" consacré dans le nouveau Deal écologique de l'UE.
- **Une approche cohérente pour une reprise verte et équitable** : décroître et désinvestir dans les secteurs économiques qui ne contribuent pas aux objectifs écologiques et de bien-être; investir dans ceux qui le font; faciliter une transition équitable pour tous ceux qui créent des emplois et se perfectionnent dans des secteurs qui contribuent positivement à l'environnement et au bien-être de nos sociétés.
- **Ne pas laisser les services publics essentiels aux mains du marché** : renforcer le rôle du secteur public pour garantir que les services essentiels comme les soins de santé soient financés et accessibles à tout le monde, pour que la société soit mieux préparée pour gérer la prochaine crise.
- **Une nouvelle gouvernance économique européenne** : la révision de la gouvernance économique et du Pacte pour la stabilité et la croissance dans le cadre de la reprise post-corona doit exempter les investissements favorables au climat des calculs relatifs aux pertes; et remplacer les cibles du Produit intérieur brut (PIB) par des

31. Ces recommandations sont basées sur les documents politiques du Forum Jeunesse sur [Le Développement durable](#) (2018); le [Futur du travail](#) (2019); et le [Youth Progress Index](#) (2017).

indicateurs sur le bien-être et s'associer aux ambitions climatiques et aux ODD.

Pour un changement à long terme :

- **Redistribuer les richesses** : mettre fin à l'austérité et construire un système qui traite les inégalités et investit dans le bien-être humain et la protection de l'environnement naturel qui nous nourrit. Mettre en place des mesures qui garantissent une allocation durablement et socialement équitable des profits, y compris en réformant les taxes pour lutter contre la fraude fiscale et l'évitement fiscal; et imposer les entreprises technologiques ainsi que les grands pollueurs de sorte à lever des fonds pour des systèmes de protection sociale plus solides et réformés.
- **Investir dans une nouvelle économie** en soutenant les entreprises qui font de la durabilité leur cheval de bataille et en garantissant les bonnes conditions politiques pour des modèles économiques alternatifs et durables qui accordent la priorité au bien-être humain et planétaire. Investir dans des compétences liées à l'adaptabilité et l'atténuation climatiques, ainsi que dans la consommation et la production durables, et soutenir les organisations de jeunesse et reconnaître le rôle qu'elles peuvent jouer pour atteindre ces objectifs en tant que prestataires d'éducation non formelle.
- **Fournir des infrastructures et de l'énergie vertes** : imposer des restrictions supplémentaires sur les pratiques non-durables, par exemple via une interdiction de l'exploitation du charbon et l'élimination des combustibles fossiles, et garantir l'accès aux énergies renouvelables et à des moyens de transport respectueux de l'environnement. Garantir une transition équitable via des options d'éducation, de délocalisation et de retraite pour les personnes les plus affectées par une transformation vers une économie circulaire à faible émission de carbone et garantir un financement adéquat.
- **Nouveaux objectifs** : adopter des mesures alternatives de progrès basées sur le véritable bien-être des individus et de la planète pour remplacer le PIB comme notre critère de progrès.

QUE FONT LES ORGANISATIONS DE JEUNESSE PENDANT LA PANDÉMIE DU COVID-19 ?

#SEPARATEDBUTUNITED

Depuis l'apparition de la pandémie, les jeunes et les organisations de jeunesse ont été parmi les premiers à réagir. Alors que le COVID-19 et les mesures du confinement compliquent notre travail ainsi que la durabilité financière de nombreuses organisations de jeunesse, nous nous sommes adaptés à cette nouvelle réalité, nous avons réorganisé notre engagement et mené des actions de solidarité dans nos communautés locales.

Le solide réseau d'organisations de jeunesse du Forum Jeunesse a toujours tenté de responsabiliser les jeunes pour qu'ils soient le moteur de changements positifs. En cette période d'adversité, ce réseau est plus important que jamais : nous sommes séparés mais toujours très unis. Le Forum Jeunesse [récolte des informations sur](#) les actions entreprises par les organisations de jeunesse à travers l'Europe pour apporter une contribution positive à la société en cette période de crise. Ci-dessous quelques exemples des projets et initiatives innombrables menés à bien par les jeunes et les organisations de jeunesse pendant la pandémie.

Nous nous sommes tournés vers les plus vulnérables et les avons soutenus pendant la crise :

- Erasmus Student Network ont produit une vidéo motivationnelle pour rassurer les étudiants internationaux en ces périodes difficiles. Vous pouvez la visionner sur [Facebook](#) ou [Youtube](#).
- De nombreuses organisations nationales de Scouts ont entrepris des démarches concrètes pour organiser un soutien communautaire et offrir leur aide aux personnes vulnérables. Une liste des activités est disponible [ici](#).
- Les 6 Grandes Organisations de Jeunesse (YMCA, YWCA, WOSM, WAGGGS, IFRC, The Duke of Edinburgh's International Award) ont complié [six boîtes à outils](#) pour venir en aide aux communautés locales pendant la pandémie.
- Le Conseil national de la Jeunesse d'Autriche a récolté des informations utiles concernant le COVID-19 et la manière d'accéder à différents services d'aide, et les ont publiées [en ligne](#).
- L'initiative [#YouthWorkSupport](#) du Conseil de la Jeunesse britannique, élaborée pour fournir une plateforme unique pour les travailleurs jeunesse et ceux travaillant avec les jeunes pour accéder à des informations, conseils, orientations, aides et outils. Un effort de collaboration massif pour soutenir le secteur de la jeunesse et l'aider à surmonter les difficultés auxquelles les jeunes seront confrontés dans les semaines et mois à venir à cause du COVID-19.

Nous avons organisé des activités et webinaires en ligne pour encourager l'engagement et l'activisme :

- Youth for Exchange and Understanding ont organisé un webinaire intitulé : "Digital tools we (don't) love and use!", pour familiariser les jeunes et les organisations à différents outils numériques et en ligne pouvant être utilisés pour le travail jeunesse.

- Le Conseil national de la Jeunesse d'Irlande a organisé "[The Solidarity Conversations](#)", une série de sessions de formation pour discuter du COVID-19 et de ce que cela implique pour le travail jeunesse; et fournir un espace pour les experts et travailleurs jeunesse pour qu'ils échangent, s'interrogent et se connectent en ligne.
- Le Forum européen de la Jeunesse et bon nombre de ses Organisations membres ont organisé des activités et discussions en panel en ligne dans le contexte de la Rencontre des Jeunes Européens. De la participation au travail jeunesse, de la mobilité aux droits des jeunes et des femmes, les organisations de jeunesse ont mené des discussions et actions sur de nombreuses questions clés en ces temps incertains.

Nous avons effectué une recherche sur l'impact du COVID-19 sur les droits des jeunes et des êtres humains :

- Erasmus Student Network ont publié [un rapport de recherche](#) sur l'impact du covid-19 sur les échanges étudiants en Europe, s'inspirant d'une enquête impliquant près de 22000 étudiants et stagiaires internationaux en Europe.
- European Student Union ont publié un [examen](#) approfondi des violations des droits humains pendant la pandémie du COVID-19.
- Le Forum européen de la Jeunesse s'est associé à l'Initiative globale sur des Emplois décents pour les jeunes, l'Organisation internationale du Travail, le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, le Grand groupe de l'ONU sur les Enfants et les Jeunes, et AIESEC, pour développer une [enquête](#) visant à évaluer l'impact du COVID-19 sur les droits des jeunes, pour amener la voix des jeunes en première ligne des actions et des réponses politiques.

[Tout cela et bien plus encore !](#)

